

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

12 mai 2010 – N° 238

Il vaudrait mieux accroître les salaires qu'augmenter les dettes publiques

Dans la totalité des grands pays de l'OCDE, le partage des revenus se déforme ou va se déformer au détriment des salariés.

La hausse induite de la part des profits dans le PIB est dans la plupart des pays peu utile, car elle ne finance pas un supplément d'investissement des entreprises en raison de la situation d'excès de capacité de production.

L'affaiblissement de la demande des ménages qui résulte, d'abord de l'arrêt de leur endettement, puis maintenant de la déformation du partage des revenus, est une des causes essentielles des déficits publics et de la hausse des taux d'endettement public.

Compte tenu de la situation des finances publiques, il serait efficace d'éviter la déformation du partage des revenus au détriment des salariés, ce qui soutiendrait la demande privée et contribuerait à la réduction des déficits publics.

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteur :

Patrick ARTUS

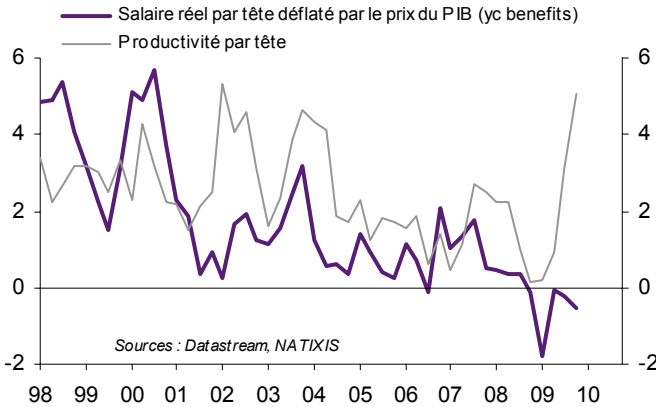
Partage déjà présent ou à venir du partage des revenus

On observe dans les pays de l'OCDE (graphiques 1a à 1g) que le partage des revenus :

- soit se déforme déjà au détriment des salariés (Etats-Unis, Allemagne, Espagne, Italie, Japon) ;
- soit va rapidement se déformer au détriment des salariés (France, Royaume-Uni).

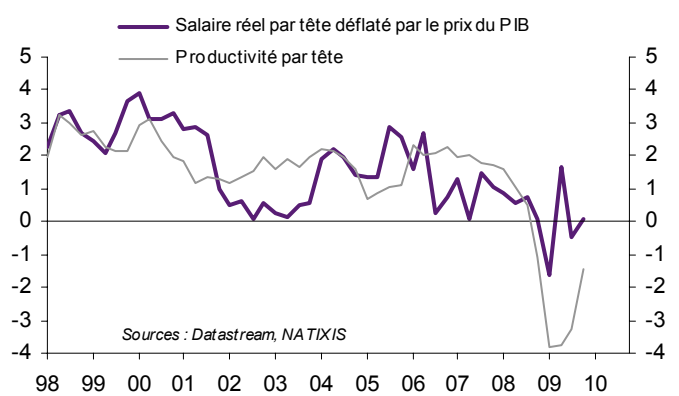
Graphique 1a

Etats-Unis : salaire réel et productivité par tête (GA en %)



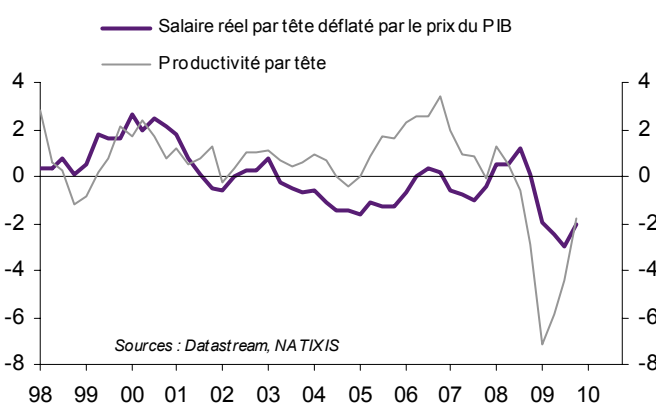
Graphique 1b

Royaume-Uni : salaire réel et productivité par tête (GA en %)



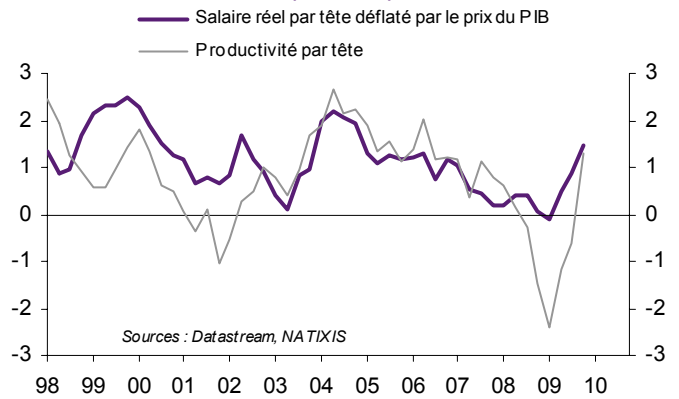
Graphique 1c

Allemagne : salaire réel et productivité par tête (GA en %)



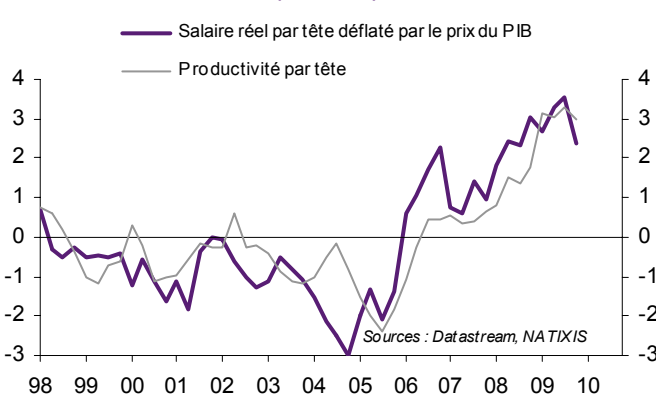
Graphique 1d

France : salaire réel et productivité par tête (GA en %)



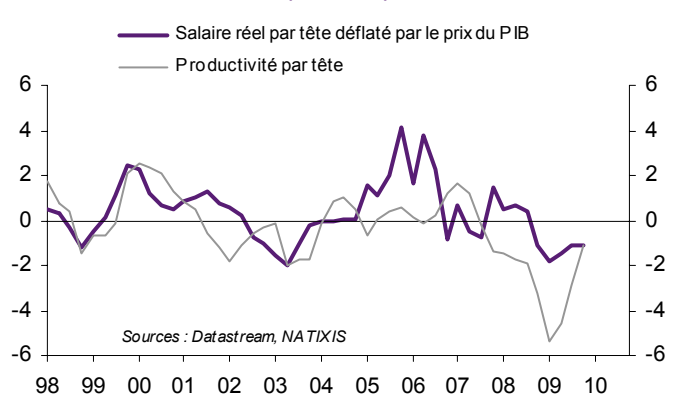
Graphique 1e

Espagne : salaire réel et productivité par tête (GA en %)

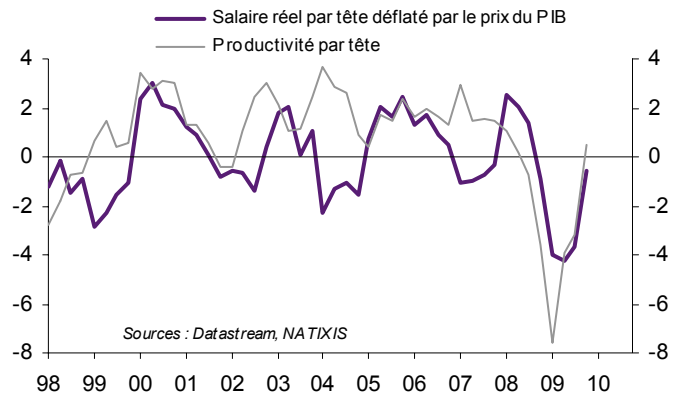


Graphique 1f

Italie : salaire réel et productivité par tête (GA en %)



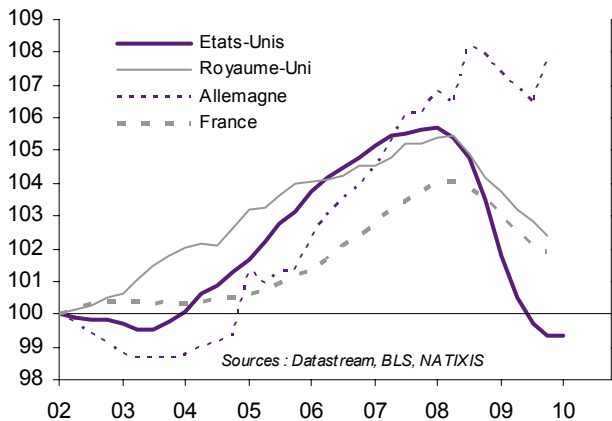
Graphique 1g
Japon : salaire réel et productivité par tête
(GA en %)



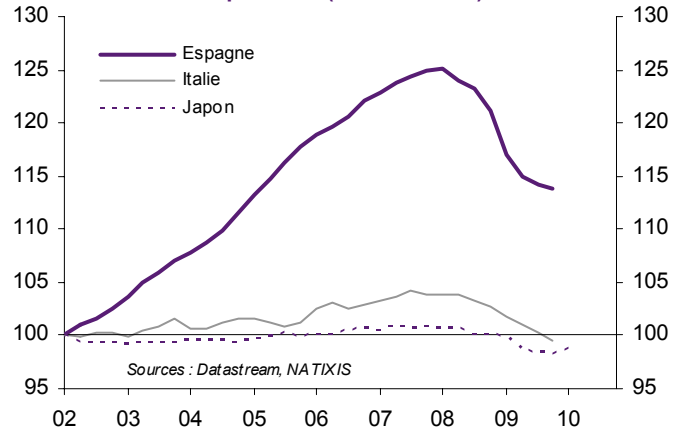
La déformation (déjà présente ou à venir) du partage des revenus en faveur des profits et au détriment des salariés se comprend avec :

- la dégradation des marchés du travail (**graphiques 2a/b**) qui n'apparaît pas en Allemagne en raison du temps partiel indemnisé ;
- la volonté des entreprises de restaurer leur rentabilité (**graphiques 3a/b**), avec des taux de profits en hausse déjà aux Etats-Unis, en France, au Royaume-Uni, en Italie, au Japon.

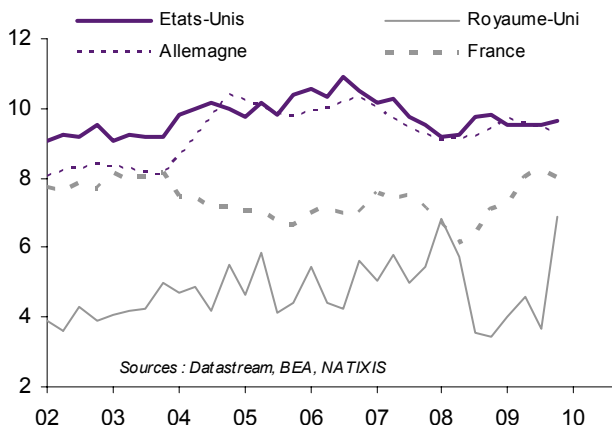
Graphique 2a
Emploi total (100 en 2002:1)



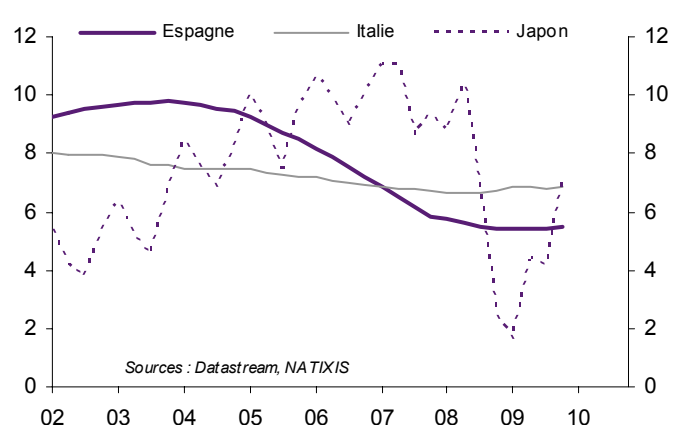
Graphique 2b
Emploi total (100 en 2002:1)



Graphique 3a
Taux de profits nets (en % du PIB)



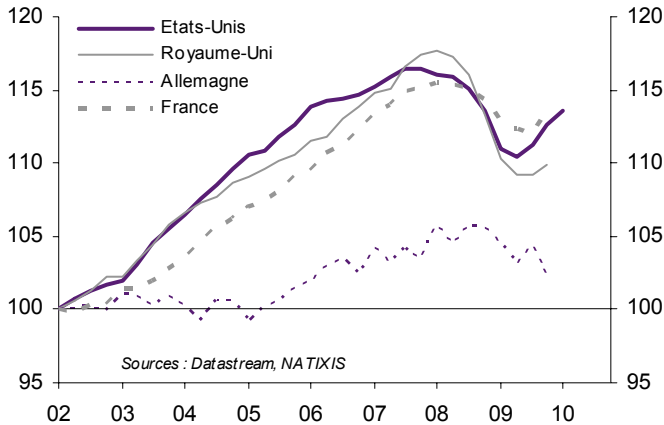
Graphique 3b
Taux de profits nets (en % du PIB)



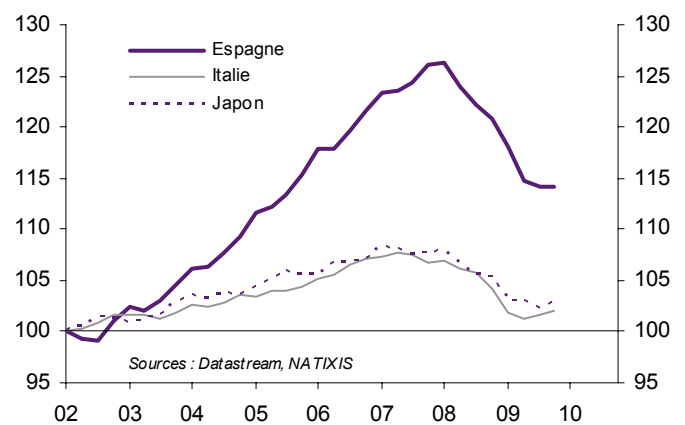
Une hausse de la part des profits n'est pas utile dans la situation économique présente

Le recul de la demande intérieure (graphiques 4a/b) avec la crise est dû à l'arrêt de la hausse de l'endettement (sauf en Allemagne et au Japon), au recul du commerce mondial. Il conduit à un niveau bas du taux d'utilisation des capacités, et probablement durablement car le désendettement continue (graphiques 5a/b) et car le commerce mondial reste faible (graphique 6).

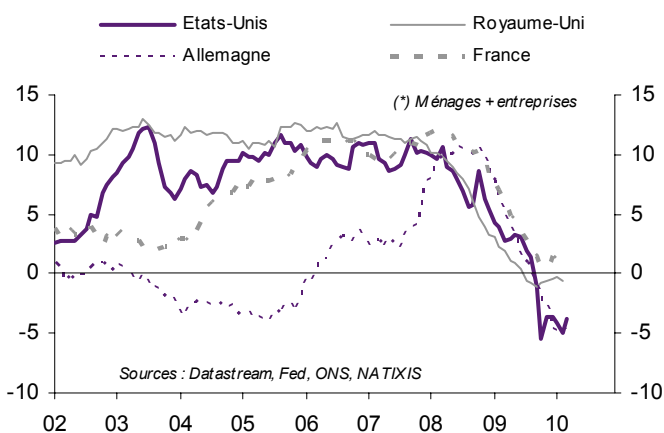
Graphique 4a
Demande intérieure (volume, 100 en 2002:1)



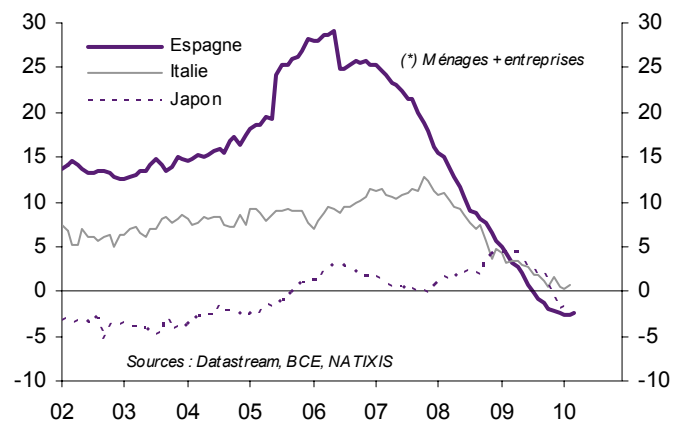
Graphique 4b
Demande intérieure (volume, 100 en 2002:1)



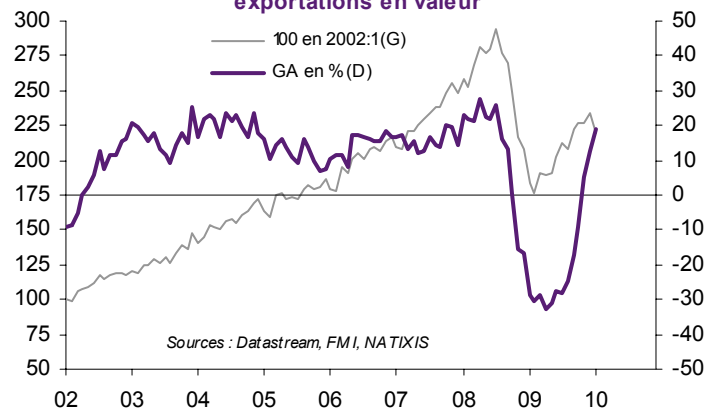
Graphique 5a
Crédits au secteur privé* (GA en %)



Graphique 5b
Crédits au secteur privé* (GA en %)



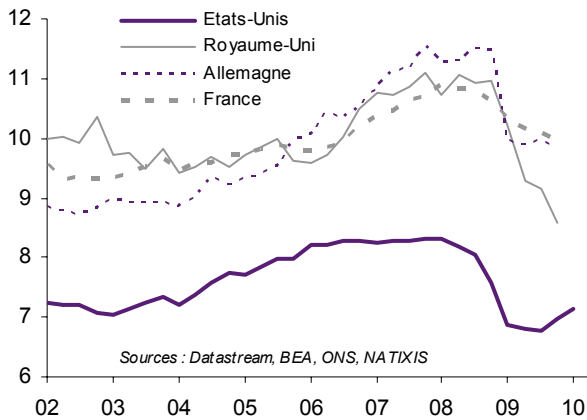
Graphique 6
Monde hors Russie et OPEP :
exportations en valeur



Cette situation implique que le besoin d'investissement est faible (graphiques 7a/b), avec un recul très important du taux d'investissement des entreprises au Royaume-Uni, Espagne, au Japon.

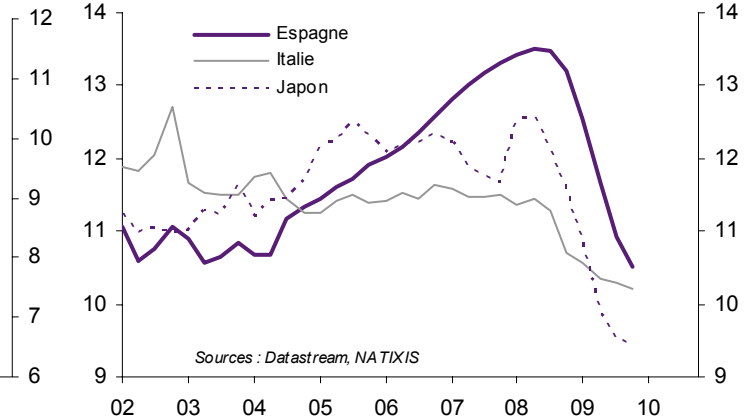
Graphique 7a

Investissement productif (volume, en % du PIB)



Graphique 7b

Investissement productif (volume, en % du PIB)

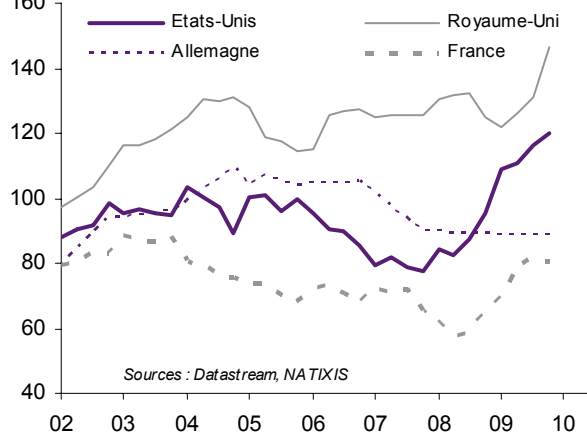


La remontée des profits conduit donc à :

- une remontée du taux d'autofinancement (graphiques 8a/b), pas encore présente en Italie, au Japon ou en Espagne ;
- la possibilité d'accroître les dividendes (graphiques 9a/b) ou de les maintenir à un niveau élevé.

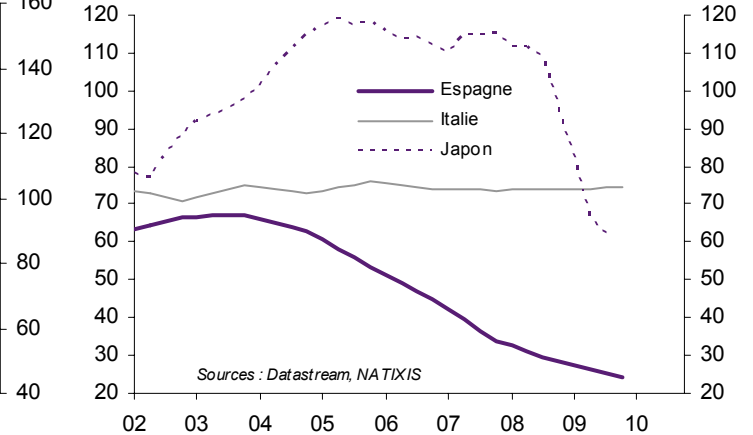
Graphique 8a

Taux d'autofinancement (en %)



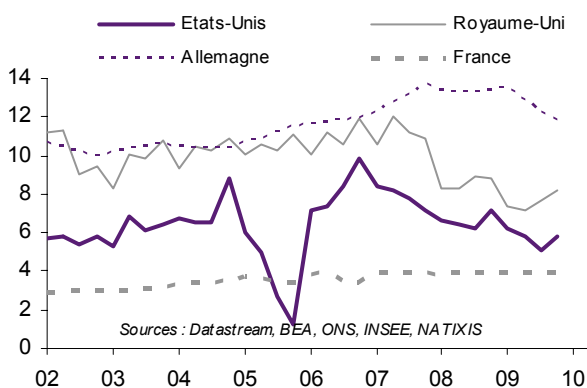
Graphique 8b

Taux d'autofinancement (en %)



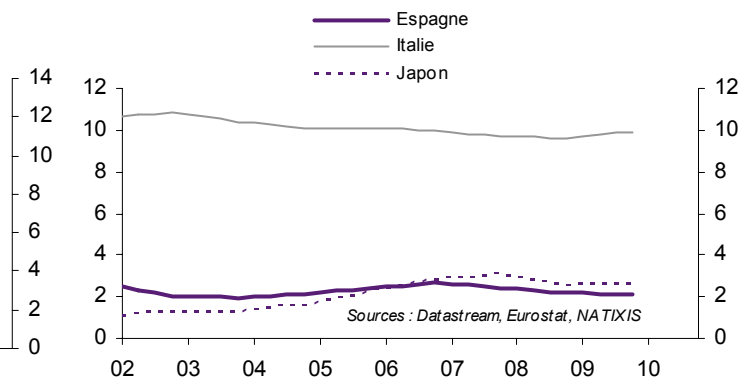
Graphique 9a

Dividendes nets versés par les entreprises financières et non financières (en % PIB)



Graphique 9b

Dividendes nets versés par les entreprises financières et non financières (en % PIB)

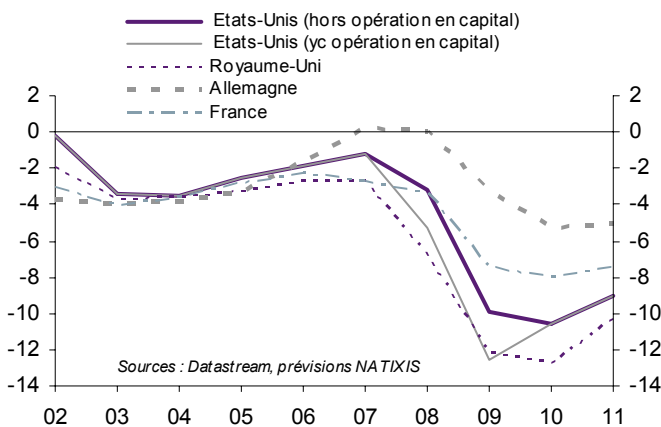


La déformation du partage des revenus au détriment des salariés n'est donc pas très utile si elle ne finance pas un supplément d'investissement, et si elle permet simplement d'accroître les dividendes.

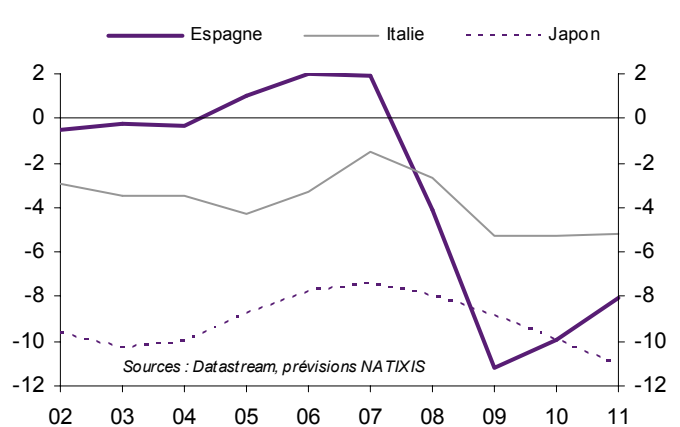
Grande difficulté à réduire les déficits publics

Tous ces pays, à des degrés divers ont des déficits publics très élevés (graphiques 10a/b) qui visent à compenser le recul de la demande intérieure (graphiques 4a/b, voir plus haut) et des exportations (graphiques 11a/b). La chute des exportations n'a été compensée qu'au Royaume-Uni par la dépréciation de la devise. Le recul de la demande intérieure, qui génère celui des exportations, est initialement dû au passage à une dynamique de désendettement (graphiques 5a/b), sauf en Allemagne et au Japon.

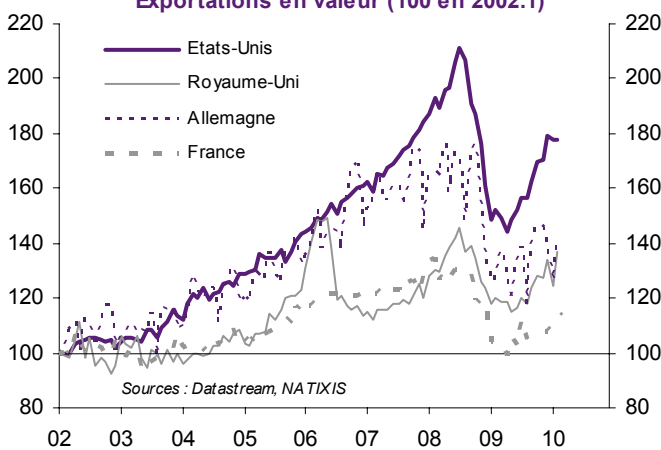
Graphique 10a
Déficit public (en % du PIB)



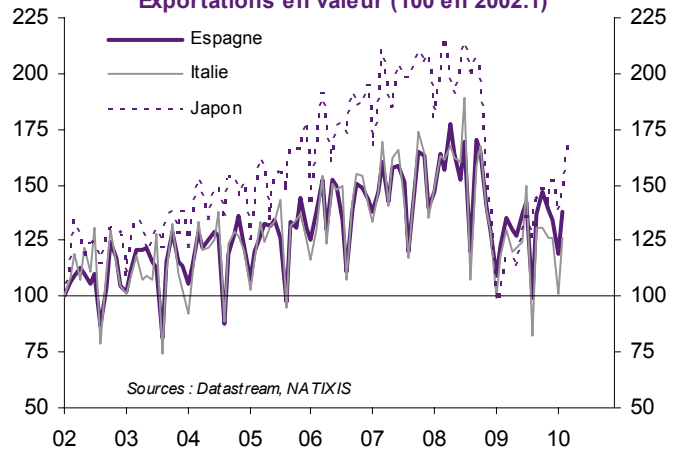
Graphique 10b
Déficit public (en % du PIB)



Graphique 11a
Exportations en valeur (100 en 2002:1)



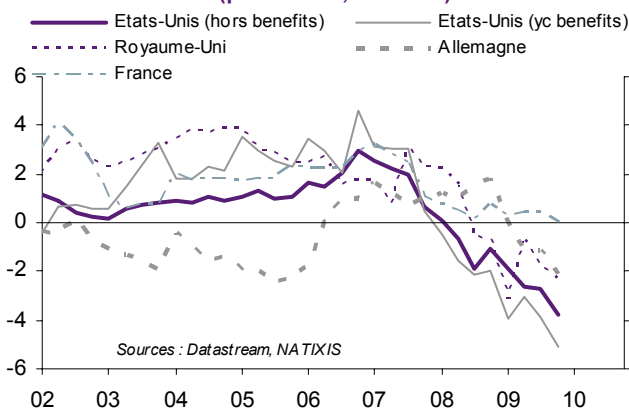
Graphique 11b
Exportations en valeur (100 en 2002:1)



Il est ensuite qualifié par le recul des salaires réels (graphiques 12a/b), particulièrement fort aux États-Unis et en Espagne qui bien sûr freine la demande des ménages (graphiques 13a/b), sauf en Allemagne où elle était déjà très faible avant la crise.

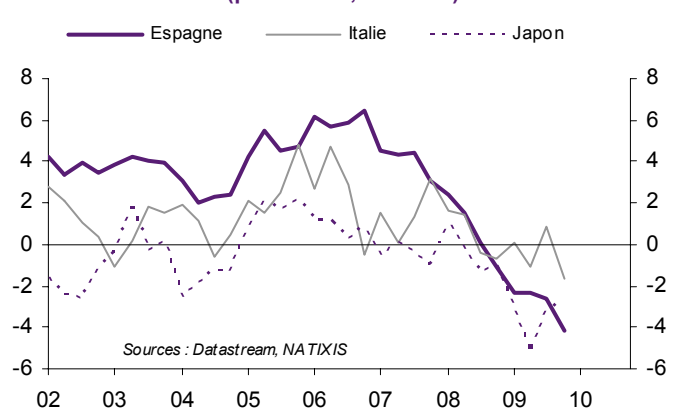
Graphique 12a

Masse salariale réelle reçue par les ménages
(prix conso, GA en %)



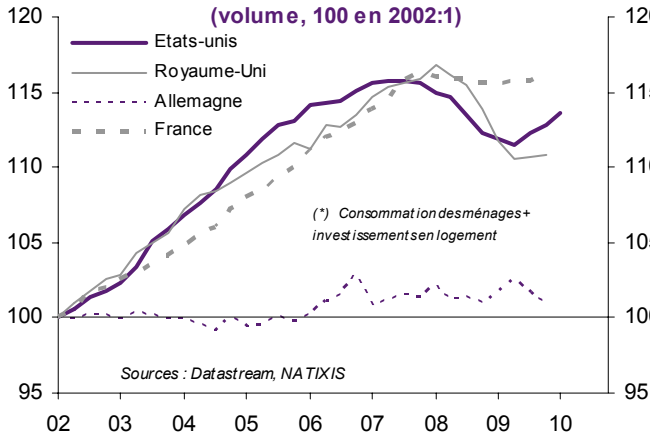
Graphique 12b

Masse salariale réelle reçue par les ménages
(prix conso, GA en %)



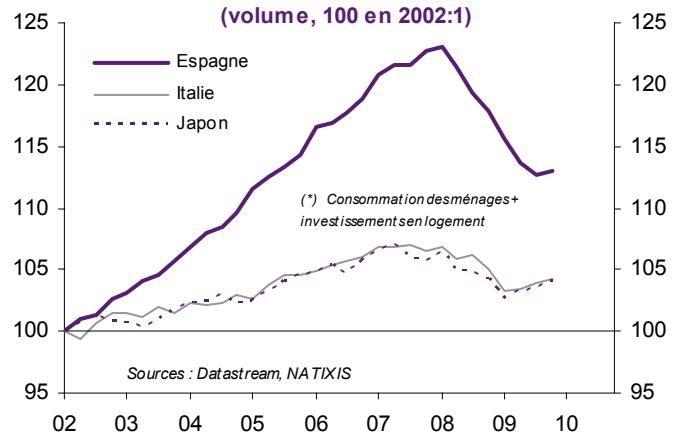
Graphique 13a

Demande des ménages*
(volume, 100 en 2002:1)



Graphique 13b

Demande des ménages*
(volume, 100 en 2002:1)



Synthèse : il serait plus intelligent d'empêcher la baisse des salaires que de maintenir les déficits publics

Une déformation du partage des revenus au détriment des salariés est déjà apparue ou va rapidement apparaître dans les pays de l'OCDE.

La hausse des profits qu'elle entraîne est peu utile : le besoin de financement des entreprises est réduit, les profits sont utilisés pour augmenter les réserves financières des entreprises et les dividendes. Ceci se voit déjà ou va rapidement s'observer compte tenu de la dynamique du partage des revenus.

La faiblesse des salaires renforçant celle de la demande intérieure contribue à l'ouverture des déficits publics. Etant données les difficultés de financement aujourd'hui rencontrées par les États, il vaudrait mieux éviter la déformation du partage des revenus au détriment des salariés et réduire, ce qui serait alors plus facile, les déficits publics.